



Projections macroéconomiques pour la France Banque de France – juin 2016

Les projections macroéconomiques de juin 2016, réalisées par la Banque de France dans le cadre de l'Eurosystème, sont parues. Selon ces prévisions semestrielles, après trois années de croissance faible, l'activité a rebondi en France en 2015. La chute du prix du baril de pétrole et la baisse des prix des biens importés ont entraîné un regain de pouvoir d'achat, permettant une accélération de la consommation des ménages. Ces projections notent également qu'après plusieurs années de forte baisse, l'investissement total a cessé de diminuer en 2015, la reprise de l'investissement des entreprises s'étant en particulier confirmée. Ainsi, la croissance du PIB français augmenterait en moyenne annuelle, passant de 1,2 % en 2015 à, au moins, 1,4 % en 2016, puis 1,5 % en 2017 et 1,6 % en 2018. L'inflation s'établirait à 0,2 % en 2016 (moyenne annuelle) après 0,1 % en 2015. Elle se redresserait progressivement à 1,1 % (moyenne annuelle) en 2017 et 1,4 % en 2018 pour s'établir, au dernier trimestre de 2018, à 1,5 % en glissement annuel. L'inflation hors produits alimentaires et énergie serait stable en 2016 à 0,6 %, comme en 2015, puis remonterait très graduellement et modérément pour atteindre 0,7 % en 2017 et 1,1 % en 2018. Enfin, pour la Banque de France, « dans un contexte de politique monétaire très accommodante, l'ensemble des taux d'intérêt, tels que les anticipent les marchés, resteraient très faibles. »

Les projections complètes : https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/previsions-economiques-juin-2016.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Banque de France

Rue de la Banque N° 28, juillet 2016 - Fragmentation financière dans la zone euro : quelle évolution depuis 2008 ?

La fragmentation financière se définit comme le paiement de primes de risque de crédit plus élevées par des émetteurs d'obligations aux caractéristiques similaires lorsqu'ils sont situés dans les pays dits de la périphérie de la zone euro. Lors de la crise des dettes souveraines, cette fragmentation financière a atteint des niveaux très élevés mais elle a fortement reculé à partir de l'annonce par la Banque centrale européenne du programme d'opérations monétaires sur titres (OMT).

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/rue-de-la-banque-RDB-28_FR.pdf

Union européenne

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 juillet 2016

À l'issue de la réunion du 21 juillet 2016 du Conseil des gouverneurs de la BCE, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Nous continuons de penser que les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous confirmons que les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà si nécessaire et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. Nous avons aujourd'hui examiné les évolutions survenues depuis notre dernière réunion de politique monétaire, début juin. À la suite du référendum organisé par le Royaume-Uni sur son appartenance à l'Union européenne, nous estimons que les marchés financiers de la zone euro ont résisté de façon encourageante à la recrudescence des incertitudes et de la volatilité. L'annonce par les banques centrales de leur disponibilité à fournir des liquidités, si nécessaire, nos mesures de politique monétaire accommodante ainsi qu'un cadre de réglementation et de surveillance robuste sont autant d'éléments qui ont contribué à contenir les tensions sur les marchés. Les conditions de financement restent extrêmement favorables, ce qui participe au renforcement de la création de crédit. Elles apportent un soutien continu à notre scénario de référence basé sur un redressement économique régulier et une accélération des taux d'inflation. »

La déclaration introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2016/html/is160721.fr.html>

Chômage

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,1 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 10,2 % enregistré en avril 2016 et à celui de 11,0 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis juillet 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,6 % en mai 2016, en baisse par rapport au taux de 8,7 % d'avril 2016 et à celui de 9,6 % de mai 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis mars 2009. Eurostat estime qu'en mai 2016, 21,084 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,267 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 96 000 dans l'UE28 et de 112 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2015, le chômage a baissé de 2,166 millions de personnes dans l'UE28 et de 1,440 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en mai 2016 ont été enregistrés en République tchèque (4,0 %), à Malte (4,1 %) ainsi qu'en Allemagne (4,2 %). Les taux de chômage les plus élevés ont été relevés en Grèce (24,1 % en mars 2016) et en Espagne (19,8 %).

Publications au Journal Officiel

Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752927&categorieLien=id>

Ordonnance n° 2016-827 du 23 juin 2016 relative aux marchés d'instruments financiers :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000032752983&categorieLien=id>

Publication du Rapport annuel 2015

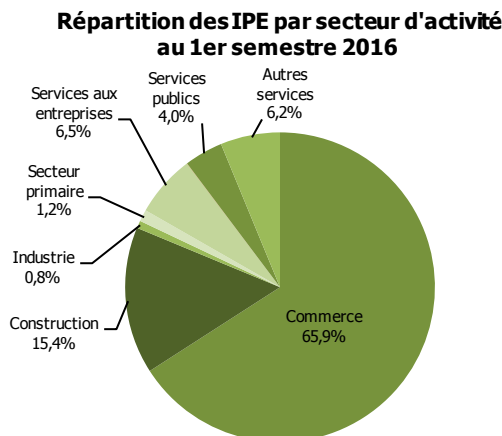
L'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) Martinique a publié son Rapport annuel 2015, disponible sur le [site internet](#) de l'agence. Il présente une vue d'ensemble de la situation économique, monétaire et financière de la Martinique. L'année 2015 confirme le redressement d'activité amorcé en Martinique en 2014, bien qu'encore trop fragile pour attester d'une reprise franche et pérenne de l'économie. Dans un contexte marqué par les évolutions institutionnelles, l'année 2016 pourrait être une année de transition.

Incidents de paiement sur effets : baisse sensible au 1^{er} semestre 2016

Au 30 juin 2016, le montant cumulé des incidents de paiement sur effets (IPE) enregistre un repli significatif par rapport au premier semestre 2015 (-19,3 % à 2,5 millions d'euros). Le détail par secteur révèle toutefois une situation plus contrastée.

Le secteur commercial concentre à lui seul 66 % du montant des incidents de paiement enregistrés au cours des six premiers mois de l'année (-4,4 points sur un an). Le montant cumulé des IPE dans le commerce recule de 24,3 %, à 1,6 million d'euros. Dans l'industrie, le montant des IPE est presque divisé par cinq et représente moins de 1 % du total sur le dernier semestre (-2,3 points). S'agissant des services aux entreprises, les IPE diminuent de 28,1 % en montant sur un an, et leur part évolue également à la baisse, à 6,5 % (-0,8 point).

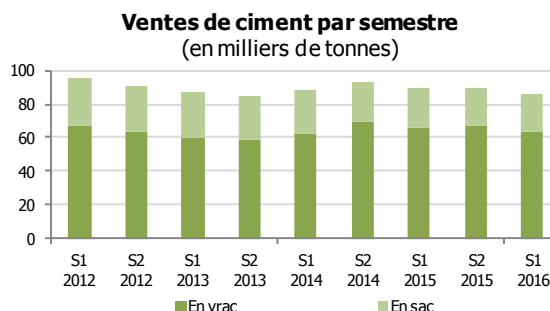
À l'inverse, le montant des IPE dans le BTP progresse sensiblement à plus de 384 000 euros (+39 %), soit 15,4 % du total des IPE (+6,4 points). Dans le secteur primaire, leur montant a presque triplé par rapport au premier semestre 2015, mais ne représente toujours qu'une faible part du total des IPE (1,2 %, soit +0,9 point). Dans le secteur public (éducation, santé et action sociale), on comptabilise environ 100 000 euros d'IPE sur le semestre, soit 4 % du montant total.



BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

BTP au premier semestre 2016 : un secteur qui peine à se reconstruire

Au premier semestre 2016, la baisse des volumes de ciment vendu en Martinique s'accroît, traduisant les difficultés persistantes du BTP. À 86 083 tonnes, les ventes reculent de 3,8 % sur six mois et de 4,3 % sur un an. Dans le détail, les ventes en sac, d'ordinaire dévolues à la construction privée, progressent de 3,5 % sur les six derniers mois, à 11 793 tonnes, mais restent inférieures de 3,4 % au volume vendu un an auparavant. La diminution est plus prononcée pour les ventes de ciment en vrac, généralement destinées aux grands chantiers. A 63 187 tonnes à fin juin, elles sont en repli de 6,2 % par rapport au précédent semestre et de 4,6 % sur un an.



Source : Ciments Antillais

La tendance pourrait toutefois s'infléchir sur la seconde moitié de l'année. Le Conseil départemental de l'habitat et de l'hébergement (CDHH), instance de la CTM pour le pilotage de la politique du logement sur le territoire, rassemblant collectivités, bailleurs, et professionnels du BTP, s'est réuni le 7 juillet dernier. Il a validé le plan de programmation 2016 de construction de logements sociaux, dont l'objectif est de financer 900 logements locatifs sociaux (LLS) sur l'année, dont 198 logements locatifs très sociaux (LLTS) (contre 663 LLS/LLTS en 2015), puis de tendre, à partir de 2017, vers 1 000 LLS/LLTS nouveaux par an. Il s'agit ainsi de relever le double défi de relancer de la construction et de réduire la forte tension sur le marché locatif. Le programme est disponible sur le [site internet](#) de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL).

INSEE : Intensification des déplacements domicile-travail

L'INSEE a publié en juin 2016 une étude sur les déplacements domicile-travail en Martinique. Les flux, analysés à partir des données issues du recensement 2013, révèlent que 56 % des actifs martiniquais travaillent dans des communes différentes de celles où ils résident, (+7 points par rapport à 1999). On compte ainsi 71 950 « navetteurs ». Parmi eux, 60 % se rendent à Fort-de-France ou au Lamentin, principales zones d'emploi du territoire. Le flux le plus important est celui entre Fort-de-France et le Lamentin, avec un chassé-croisé de plus de 4 500 navetteurs quotidiennement, dans chaque sens. Par ailleurs, la voiture est le moyen de transport privilégié, pour 90 % des navetteurs, comme pour 72 % des personnes qui travaillent et habitent dans la même commune.

L'analyse est disponible sur le [site internet](#) de l'INSEE.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Élargissement du canal de Panama

Inauguré par la traversée du porte-conteneur chinois *Cosco Shipping Panama* le 26 juin 2016, l'élargissement du canal de Panama marque un tournant pour le commerce maritime mondial. Résultat de neuf ans de travaux et d'un investissement initial estimé à 5,45 milliards d'euros, les deux nouvelles écluses, *Agua Clara* côté Atlantique et *Cocoli* côté Pacifique, permettront de tripler la capacité du canal. Long de 80 km, il pourra désormais accueillir des navires mesurant jusqu'à 49 mètres de large et 366 mètres de long, supportant jusqu'à 14 000 conteneurs (contre 4 500 auparavant). Ces nouveaux aménagements offrent aux armateurs la possibilité d'y faire transiter leurs navires les plus imposants, dits *Post-Panamax*, jusqu'alors contraints d'emprunter d'autres routes pour relier l'Atlantique au marché asiatique.

L'augmentation attendue du trafic a été anticipée par les territoires du bassin caribéen. Comme la Jamaïque et Cuba, la Martinique et la Guadeloupe ont toutes deux entrepris des travaux d'aménagement de leurs ports respectifs. Aussi, la ville de Fort-de-France a inauguré le 28 juin 2016 l'extension, sur deux hectares, du terminal de la Pointe des Grives. Avec une capacité de 50 000 conteneurs supplémentaires et un quai allongé, le terminal sera en mesure d'accueillir tous les navires traversant le canal de Panama. Il ne s'agit toutefois que d'une première partie du plan d'actions de modernisation du Grand Port de Martinique. De son côté, la Guadeloupe a également entamé des travaux d'aménagement et d'agrandissement qui devraient s'étendre jusqu'en 2020. S'installe ainsi une dynamique concurrentielle dans les ports de la Caraïbe, chacun cherchant à tirer parti des nouvelles opportunités commerciales.

Banque caribéenne de développement : nouvelle émission internationale

Quatre ans après sa dernière émission internationale (en dollars USD), la Banque caribéenne de développement a émis, en juin 2016, ses premières obligations libellées en francs suisses (CHF). À hauteur de 145 millions CHF et d'une maturité de 12 ans, le titre paie un coupon annuel de 0,297 %, le taux le plus faible enregistré à ce jour par un acteur public dans cette devise. Les conditions favorables de cette levée de fonds reflètent les notations robustes attribuées à la banque par les agences spécialisées, *AA/A-1* pour Standards & Poors, *Aa1* selon Moody's.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 2015)	- mai 2016	99,7	+0,0 %	-0,8 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mai 2016	42 800	-0,9 %	-4,5 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- février 2016	22 766	-0,3 %	+0,8 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés* <i>Données non consolidées</i>	- avril 2016	35 537	-0,3 %	+11,8 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- mai 2016	213,6	+6,4 %	+2,3 %
	Hors produits pétroliers	- mai 2016	171,2	-2,1 %	+12,7 %
	Exportations (millions d'euros)	- mai 2016	34,3	+27,6 %	-14,4 %
	Hors produits pétroliers	- mai 2016	19,7	+30,2 %	+22,2 %
Grande distribution (source : DIECCTE)	Taux de couverture mensuel	- mai 2016	16,1 %		-3,1 pts
	Hors produits pétroliers	- mai 2016	11,5 %		+0,9 pts
Indicateurs de vulnérabilité (source : IEDOM)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- mai 2016 - cumul annuel	46,6 229,7	+3,2 %	-4,5 % -0,6 %
	Personnes physiques en interdiction bancaire	- juin 2016	14 968	-2,2 %	-2,7 %
	Personnes morales en interdiction bancaire	- juin 2016	2 341	-1,1 %	-2,9 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)	Nombre de passagers (hors transit)	-mai 2016	119 864	-23,5 %	+2,1 %
		- cumul annuel	815 775		+12,5 %
Trafic maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mai 2016	0	nd	nd
		- cumul annuel	236 990		+24,7 %
Construction (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- juin 2016	14 888	+5,4 %	-20,9 %
		- cumul annuel	86 083		-4,3 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- juin 2016	983	+16,3 %	-6,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- juin 2016	190	+28,4 %	-6,9 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		6 530		+7,7 %

* Depuis le 1^{er} janvier 2016, la prime d'activité a remplacé la prime pour l'emploi et le RSA activité. À cette date, les données du RSA comprennent uniquement les bénéficiaires du RSA socle. La variation en glissement annuel est calculée sur la base du RSA socle uniquement.

PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,00%	16/03/2016
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016
Taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016

Taux d'intérêt légal 1er semestre 2016 - JORF du 27/12/2015

Créances de personnes physiques (Hors besoins professionnels) :	Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/16)					
	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*	
Autres cas :	4,54%	0,75%	0,75%	1,25%	1,50%	0,50%

* hors prime d'Etat

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA

Taux d'intérêt fin de mois - EONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
-0,3030%	-0,3330%	-0,3240%	-0,2930%	-0,3640%	-0,2860%	-0,1790%	-0,0510%

Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)

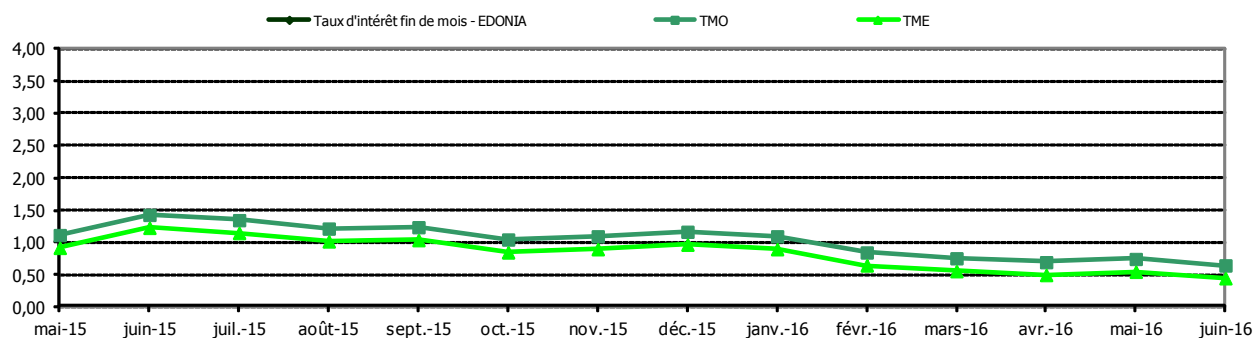
Taux moyen mensuel des emprunts d'État à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'État (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
0,56%	0,50%	0,55%	0,45%	0,76%	0,70%	0,75%	0,65%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	3,92%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,05%
Prêts à taux variable	3,36%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,77%
Prêts-relais	4,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,16%
Autres prêts		Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	19,92%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,72%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	12,91%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	7,40%	Découverts en compte	13,37%

(f) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

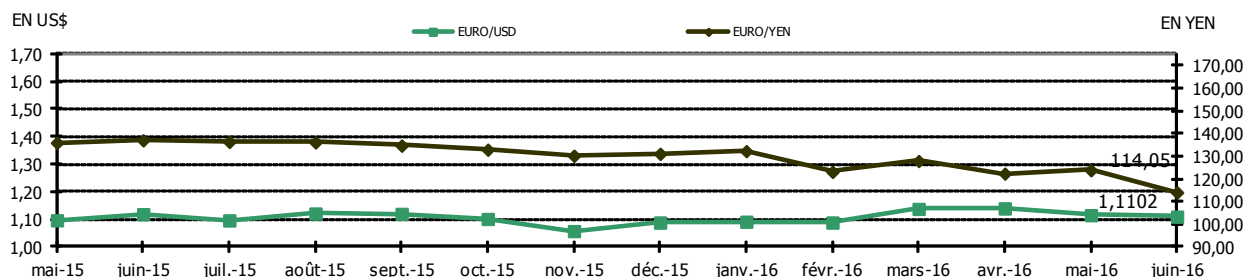
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (États-Unis)	1,1102	EURO/ZAR (Afrique du Sud)	16,4461	EURO/SRD (Surinam)	7,858
EURO/JPY (Japon)	114,0500	EURO/BWP (Botswana)	12,0850	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,991
EURO/CAD (Canada)	1,4384	EURO/SCR (Seychelles)	14,4726	EURO/DOP (Rép. Dom.)	51,0272
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,8265	EURO/MUR (Maurice)	39,5601	EURO/BBD (La Barbade)	2,2213
EURO/SGD (Singapour)	1,4957	EURO/BRL (Brésil)	3,5898	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,2848
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,6135	EURO/VEF (Vénézuéla)	11,0925	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3597,3476	EURO/XCD (Dominique)	2,9957	EURO/FC (Comores)	491,96775

Évolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	